

## Faisons ensemble le bilan de 2009, pour être plus fort-e-s en 2010.

Deux éléments nouveaux ont marqué l'année 2009 :

- ⇒ **La crise ouverte du système capitaliste.** Pour Solidaires, il s'agit bien d'une crise du système économique et politique, pas d'un « mauvais passage ».
- ⇒ **Face aux conséquences de cette crise, la constitution d'une intersyndicale nationale rassemblant CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, Solidaires, FSU** (la CNT a demandé à rejoindre cette intersyndicale : seule Solidaires a répondu favorablement).

Ce ne sont pas les seuls faits marquants de l'actualité sociale en 2009 ; les autres sont plus traditionnels :

- ⇒ un gouvernement qui multiplie les cadeaux au patronat et aux plus riches,
- ⇒ un patronat qui mène une lutte des classes sans discontinuer et engrange les acquis,
- ⇒ et des salarié-e-s qui résistent, se mobilisent entreprise par entreprise, secteur par secteur, se retrouvent très nombreux/ses dans des journées d'action nationale mais ne prolongent pas au-delà, en très grande partie, faute de perspectives offertes par le mouvement syndical.

### « C'est la crise ». Et le patronat ? Il va bien, merci.

- 360 milliards débloqués en quelques jours pour les banquiers ;
- 32 milliards « d'aide à l'emploi », chaque année, pour les patrons qui licencient ;
- 14 milliards du paquet fiscal qui profite aux plus riches ;
- 8 milliards de taxe professionnelle qui ne sera plus payée.

En France, selon l'Insee, les 10 % des ménages les plus aisés détiennent près de la moitié du patrimoine total des ménages. Dans les entreprises, ces pratiques ont accentué les écarts de rémunération, lesquels se sont creusés : de 1 à 20 dans les années 1960-1970 dans la plupart des pays, ceux-ci sont fréquemment passés de 1 à 300. Les choix fiscaux favorisent la concentration des richesses : les principaux bénéficiaires des rémunérations déjà les plus élevées ont profité d'allègements substantiels d'impôts.

Ces éléments, sont la preuve que **la lutte des classes existe, et que certain-e-s la mène très efficacement, pour elles/eux**. Le gouvernement y joue un rôle très actif, par la casse des services publics et toutes les mesures pro-patronales.

### Salarié-e-s, chômeurs/ses, retraité-e-s, jeunes : quelles actions ?

La situation est contrastée.

- ⇒ il y a des **grèves, assez nombreuses dans le secteur privé**, mais trop **peu de volonté de coordination** des boîtes en lutte.
- ⇒ Certains de ces mouvements prennent un tour **plus radical** qu'habituellement (mouvement reproductible, patrons retenus pour des négociations à chaud),
- ⇒ La dégradation du rapport de force au plan national, l'insuffisance de réponses alternatives de la part du mouvement syndical, font que beaucoup de ces actions ne portent plus sur le refus des licenciements, mais visent à **obtenir de meilleures indemnités** (ce qui n'a rien de scandaleux, évidemment !).
- ⇒ **L'animation de ces grèves est le fait de militant-e-s de différentes organisations syndicales.**
- ⇒ **Des grèves fortes ont touché le secteur public, mais de manière non coordonnée**, et dans un contexte où la plupart des organisations syndicales refusent de faire converger ces luttes.

### Les appels unitaires

Nous sommes toujours en manque d'espaces de débats unitaires et interprofessionnels, susceptibles de créer une dynamique. **A partir d'entreprises en grève**, des tentatives de coordination des luttes ont vu le jour au second semestre. L'Union syndicale Solidaires s'y est impliquée, mais l'insuffisance générale du travail syndical interprofessionnel à la base a limité la portée de ces initiatives. **Les reculs collectifs sur les pratiques d'auto-organisation des luttes** n'aident pas : il nous faut relancer les débats sur ce sujet, rappeler les expériences, mettre en avant tout ce qui va dans ce sens...

# Des grèves sectorielles et locales

**Education/Recherche, Santé/Social**, sont parmi les secteurs qui ont connu les luttes massives les plus longues. Nous avons milité pour une convergence, en vain. Comme au plan interprofessionnel, dans ces secteurs, l'unité syndicale a permis un mouvement fort mais a aussi fixé ses limites ; comme au plan interprofessionnel, les organisations membres de Solidaires impliquées dans ces mouvements ont allié pratique unitaire et propositions spécifiques en termes de revendications et stratégie d'actions. Avec les mêmes difficultés, les mêmes insatisfactions...

**Les grèves de Sans-papiers continuent.** Près de deux ans après le début de ce mouvement, et malgré les initiatives de plusieurs collectifs syndicaux, le mouvement syndical n'est pas à la hauteur : collectivement, en ne prenant pas les moyens de répondre aux demandes, en choisissant de privilégier d'autres pans de notre activité syndicale, nous avons, de fait, choisi de ne pas suffisamment appuyer ce mouvement mené par des travailleurs/ses parmi les plus précaires. Pourtant, les initiatives unitaires et surtout la formidable mobilisation des grévistes montrent la voie à suivre...

**L'Industrie, la Chimie, sont parmi les secteurs les plus touchés par les licenciements qui se multiplient.** Les grèves ont été nombreuses (Caterpillar, Continental, Lear, Goodyear, Michelin, New Fabris, Molex, etc.)

**Dans l'Energie**, le mouvement du printemps est inédit : par sa durée, par ses formes, par l'implication très forte de jeunes, par le désarroi qu'il a créé au sein des 5 fédérations « représentatives » (qui rejettent toujours SUD Energie). Après la grève, la direction se venge : de nombreux/ses militant-e-s SUD Energie et CGT sont sanctionné-e-s, jusqu'à plusieurs procédures de licenciement.

**La poste** : le comité unitaire a recueilli plus de 2 millions de votes lors du référendum d'octobre ; après la grève unitaire de septembre, il y avait là matière à poursuivre une très forte campagne, pour gagner. Mais en novembre seules les fédérations SUD PTT et FO appelaient à une grève reconductible contre la privatisation, et en décembre la CGT bloquait toute possibilité d'une manifestation nationale.

**Dans les départements**, les réunions unitaires ont été nombreuses tout au long de l'année. Souvent conçues comme de simples déclinaisons des appels nationaux, elles ont toutefois montré dans d'assez nombreux cas, une volonté d'en découdre explicitement, affirmée par les équipes locales Solidaires mais aussi CGT, FSU, voire FO ou CFDT.

## L'intersyndicale nationale ... et nous.

Depuis le début, les décisions prises en commun étaient en deçà de ce que nous souhaiterions à Solidaires. Mais le fait qu'elles soient prises ensemble est une des clefs de la réussite du 29 janvier 2009, du 19 mars 2009. Il est certain que le tournant manqué pour monter d'un cran après le 19 mars marque l'absence de volonté des confédérations de tenter un affrontement social vis-à-vis du gouvernement et du MEDEF.

Le choix que nous avons fait est de maintenir l'unité syndicale. Mais sans jamais renoncer à dire nettement nos propositions et revendications. Les 2 sont inséparables : unité pour être efficace et peser pour que cette unité agisse dans le bon sens. Cela n'exclue pas de faire le bilan de cette période ; un bilan qui part de choses simples : la stratégie d'action choisie majoritairement a-t-elle permis de gagner ? **Assurément, non.** C'est pour ça que nous n'avons cessé de proposer de construire un mouvement de grève générale interprofessionnelle ; proposition issue de nos réflexions sur la situation du moment, de l'état du rapport de force, mais aussi des expériences de ces dernières années.

L'intersyndicale ne se réunit plus depuis plus de 2 mois, et ne prend plus d'initiative depuis plus longtemps encore. Cette disparation de l'intersyndicale du paysage social n'a pas relancé les luttes... **L'Union syndicale Solidaires est pour une intersyndicale qui reparte sur des bases différentes** : soutien national de chaque lutte dans une entreprise qui licencie ou un service public qu'on saborde, engagement de préparer un mouvement de grève générale reconductible, autour de revendications unifiantes et offensives.

**Les revendications** : nous mettons en avant cinq thèmes revendicatifs :

- **Interdiction des licenciements** dans les entreprises qui font des profits et **mise en place d'un nouveau statut du salarié** garantissant salaire, ancienneté et qualification, **indemnisation à 100% du chômage partiel** payé exclusivement par un fond patronal mutualisé, **pas de suppression d'emplois** et **réduction du temps de travail**, car les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que les entreprises accumulent les profits.
- **Augmentation générale des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux, 300 € pour toutes et tous immédiatement**, parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise, alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes. Il s'agit d'imposer un meilleur partage des richesses en faveur des salaires.
- **Arrêt des suppressions d'emplois dans les services publics, auxquels des moyens supplémentaires doivent être attribués.** Face à la *Révision Générale des Politiques Publiques* et aux fausses réformes, nous voulons de nouvelles orientations pour les services publics, pour que les droits fondamentaux soient accessibles à toute la population : emploi, santé, éducation, transport, communication,...
- **Pas de nouvelle détérioration de notre protection sociale (retraite, maladie, ...)**, alors qu'au contraire les moyens financiers existent pour l'améliorer.
- **En finir avec la fiscalité qui favorise les riches** : suppression du bouclier fiscal, du paquet fiscal, de la défiscalisation des heures supplémentaires, de la TVA sur les produits de première nécessité ; au contraire, il faut une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu et une taxation accrue des ménages les plus riches.